

Le CETA c'est assez !

Posté le : 26 octobre 2016 00:31 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Zone Euro, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Rien n'illustre mieux la dérive des institutions internationales depuis la fin des accords de Bretton Woods que le CETA, le traité de libre échange élargi entre l'Union Européenne et le Canada. On dira : « que viennent faire ici des Accords qui ont été mis par terre par les Etats-Unis en 1971 ? ». La réponse est toute simple.

Les Accords de Bretton Woods avaient deux faces intimement mêlées : une face monétaire et une face commerciale. Comme la tête de Janus, ces deux faces formaient un tout. Pas de bon commerce sans bonne monnaie. Pas de bonne monnaie sans progrès des échanges.

Lorsque le pan monétaire s'est effondré en 71 et qu'on a abandonné au n'importe quoi le système monétaire international, tous les fonctionnaires internationaux et les économistes associés ont eu un peu honte. On entrerait par soumission au Maître, dans un monde inconnu et probablement malsain puisque tous les manuels d'économie à cette date ridiculisaient les changes flottants comme un dispositif d'urgence, intrinsèquement dangereux et à n'utiliser que faute de mieux.

Les lois de l'évolution ont leur logique et la volonté de survie des organisations qui n'avaient strictement plus aucun sens, comme le FMI, créé pour réguler les changes fixes et empêcher les comportements récessionnistes, les a conduit à approfondir le contraire de ce qui les faisaient vivre jusque là. Adieu l'idée que la croissance et le plein emploi soient des responsabilités d'Etats responsables ! Adieu la surveillance des grands déséquilibres ! Après quelques années d'incertitudes, le marché est devenu une forme de bible et la globalisation l'évangile. Créer des marchés « libres et parfaits » est devenue la mission dirimante

On a concédé aux banques pratiquement tous les bénéfices du seigneurage, en interdisant aux Etats d'être financés directement par les banques centrales dont la fonction de régulation est devenue critique, toute récession ou menace de récession devenant une crise du manque de liquidité banque centrale. Tous les marchés financiers et monétaires ont été libérés, intégrés dans la stratégie de création monétaire des banques, et mondialisés. La suite était prévisible : les énormes déficits et excédents commerciaux ont provoqué des flux spéculatifs massifs et le développement incontrôlé d'énormes masses de dettes spéculatives ; les effondrements périodiques de plus en plus graves et l'arrêt progressif de la croissance, les investissements utiles étant éliminés au profit de l'alimentation d'une économie baudruche constamment plus proche de l'auto destruction. Celle-ci s'est produite en 2008.

Pour le commerce, il ne restait qu'à perfectionner les trois libertés de mouvements des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les Etats-Unis n'avaient pas besoin du mouvement des personnes. C'est l'Europe qui s'y est collé, à l'initiative des fédéralistes européens, et d'abord de Delors et des siens. Le Brexit, principalement fondé sur le dégoût d'une immigration incontrôlable, a marqué l'échec définitif de cette utopie.

Restaient à mettre en œuvre les libertés financières et commerciales.

La crise de 2008 et son origine purement financière ont bloqué désormais tous les processus

d'ouverture. Les Chypriotes se sont vus voler leurs dépôts. Les Grecs se sont retrouvés avec quelques dizaines d'euros accessibles sur leurs comptes. Aujourd'hui ce sont les contrats d'assurances vie qui sont menacés, l'Etat français se préparant à bloquer toutes les ventes si nécessaire. Il n'y a plus de liberté financière. Tout est cadenassé. Les banques à qui on avait concédé tout le seigneurage ont en plus été dotées du moyen de taxer l'usage de comptes bancaires dont on imposait l'usage. C'est ainsi que la BNP ose envoyer à une association qui a 800 euros de cotisation par an, un courrier par lequel elle indique qu'elle prélèvera 40 euros de tenue de compte par mois. Pour le seul service d'encaissement des chèques de cotisations, elle engouffrera la moitié des recettes de ladite association ! Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limite. Tout cela pour compenser les taux d'intérêts négatifs de la BCE sur les dépôts obligatoires des banques ! Mesure prise pour essayer de sortir des effets délétères des milliers de milliards de pertes des banques emportées dans le maelstrom d'une économie baudruche !

Que reste-t-il à faire aux institutions internationales après l'abandon de Bretton Woods en 71 ? A perfectionner encore et encore le libre-échange des biens et des services, tout en évitant les sujets qui fâchent en se donnant les moyens de soigner leur image en reprenant tout le politiquement correct des ONG. **A « l'énarchie compassionnelle » française correspond une « élitomanie compassionnelle » internationale.**

Au terme du processus et alors que les économies occidentales sont par terre, voici donc le CETA, le TAFTA, fariboles diplomatiques convenues destinées à pousser les avantages de la massification commerciale et culturelle au format américain.

Si l'Etat Français était encore debout avec un minimum de respect de lui-même, il aurait défini une doctrine sur ce que devrait être sa diplomatie économique extérieure et le Président de la République l'aurait exprimée à haute et intelligible voix.

Pas un mot. Ni des instances politiques, ni encore pire de la presse. Les Français ont découvert le CETA parce que les Wallons se faisaient insulter pour avoir demandé à voir si leurs exigences, formulées naguère, avaient été respectées. Quand on dit qu'ils ont découvert le CETA, on veut dire l'enveloppe des accords. Parce que, pour le contenu, il n'y a pas de place dans les médias. Les candidats à l'élection primaire de la droite et du centre ne savent même pas ce qu'il y a dans l'accord. Il faut dire qu'il était interdit de le savoir pendant tout le cours des négociations. Et que de toute façon il est trop tard pour faire quoi que ce soit. L'accord est juste à enregistrer.

Comme pour tous les textes européens, tous, absolument tous, une fois qu'ils ont suivi le processus plus ou moins secret, plus ou moins opaque, qui mène à une décision obscure, s'y opposer devient un acte d'hostilité à l'Union Européenne et assez rapidement un retour à Hitler. Pas de politique ; pas de technique ; rien ! Sinon un torrent de moraline amoral qui vise à subjuguier et à interdire d'autorité toute réaction.

La seule chose que l'on sache, c'est que des accords ont été pris dans le dos des peuples et qu'ils les empêcheront de réagir aux conséquences. Car une fois signés, les accords sont définitivement hors du champ de la politique. Il faudrait l'unanimité des pays de l'Union ! Les Eurolâtres expliqueront que rien n'est la faute de l'Europe et que tous les maux proviennent de l'attitude indécente des politiciens nationaux qui se dédouanent sur l'Europe de leurs propres péchés. Les souverainistes affirmeront qu'il faut retrouver tous les pouvoirs pour que simplement les problèmes soient posés officiellement et les solutions discutées au fond avant de laisser des négociateurs explorer quels sont les compromis possibles.

Aucun homme politique français ne sait si les accords du Ceta sont bons ou mauvais. Comment pourraient-ils le savoir ? Si le Président de la République se tait, ce n'est pas seulement parce qu'il est pris par ses conversations privées sur tout et rien avec des journalistes, mais aussi parce qu'il ne

sait pratiquement rien d'un processus qui s'est joué dans son dos.

Pour notre part, la vérité est ailleurs. On ne peut pas négocier des accords bilatéraux dans des matières commerciales sans discuter monnaie en même temps.

Ni Tafta, ni Ceta, sans réforme préalable du système monétaire international et sans diagnostic réel de l'effondrement des taux de croissance depuis 1971. Cette attitude est l'acte fondateur d'une diplomatie de la prospérité. On ne peut parler de libre échange, qu'en précisant ce qui se passe si des déséquilibres majeurs se produisent et les moyens que l'on consent de mettre en œuvre pour les corriger. A quoi rime de baisser de 1 point des droits de douane lorsque le change de la monnaie d'un des pays peut perdre 10 ou 20% de sa valeur en un demi-milliardième de seconde ? A quoi sert d'ouvrir le négoce libre et sans entrave avec un pays ou une zone en très grand excédent ou déficit courant ?

Ce préalable levé, il faut comprendre que certaines formes de production et de consommation, voire d'activités ludiques touchent à l'identité nationale, et que les règles ne sont ni techniques ni définies pour bloquer les produits étrangers, mais parce qu'elles comptent pour la nation, souvent depuis des lustres et n'ont aucune incidence européenne ou mondiale. Elles forment un corpus inentamable par des négociateurs apatrides. La pêche, la chasse, la tauromachie, les fromages ont été successivement en première ligne européenne et ont provoqué des traumatismes. Les gouvernants nationaux se sont retrouvés à découvert à chaque fois et dans l'obligation de justifier des décisions qu'ils n'avaient jamais ni discutées ni même connues, les processus européens chevauchant parfois plusieurs majorités successives.

Avec le CETA comme le Tafta, les grandes entreprises notamment anglo-saxonnes et plus particulièrement américaines, entendent pouvoir, par des arbitrages extra-nationaux, vaincre en dehors des parlements des législations vues comme des obstacles à leur expansion. On n'est plus dans le libre échange, mais dans l'interdiction de légiférer dans des sphères où la législation nationale peut être considérée comme absolument légitime.

Ajoutons les attitudes ouvertement agressives comme l'autorisation donnée aux entreprises américaines de ne pas rapatrier leurs bénéfices mondiaux et de laisser leur trésorerie dans des paradis fiscaux, pour mieux vaincre leurs concurrents étrangers, en profitant de l'opportunisme de certains petits pays, et la mondialisation devient un objet de crainte et de mépris de la part des nations.

Dans un pays comme la France où les pouvoirs du Président sont les plus étendus de la sphère démocratique, son silence sur tous les sujets qui fâchent et son évaporation sur tout ce qui dépend de l'Europe et l'international, revient à un véritable abandon de poste. Les candidats à la « présidentielle » devraient prendre la mesure de leurs futures responsabilités et avoir une claire conscience des difficultés que leur abstention peut provoquer. **La campagne électorale doit faire apparaître ce que sera la « diplomatie de la prospérité » de la France.**

Plus largement, il faut que les institutions internationales se rendent compte que leur rôle n'est pas l'organisation du « village global » loin des peuples, dans le secret de leurs propres ambitions et dans la soumission aux lobbies américains.

Il faut associer les Etats, piliers des politiques économiques, dans un système structurellement coopératif, plutôt que d'essayer de dissoudre les Etats à demi ou totalement vassalisés par les Etats-Unis par des accords de libre-échange poussés jusqu'au sein du cœur de la légitimité nationale et arbitrés par des tribunaux privés dans un système monétaire structurellement non coopératif.

Il faut ancrer à nouveau la politique internationale, en permettant une coopération multilatérale organisée sur la base de l'égalité des droits et des devoirs.

L'ancre la plus importante est la monnaie. Il faut revenir d'urgence à un système coopératif en matière monétaire internationale, basé sur les changes fixes et ajustables avec responsabilité des Etats sur leurs déficits et excédents. C'est la seule vraie priorité mondiale.

Un président de la République française digne de ce nom devrait avoir en tête cet article pivot de toute diplomatie de la prospérité. Et refuser tout nouvel accord international économique avant que ce précédent ait été levé.

C'est comme si c'était fait !

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.